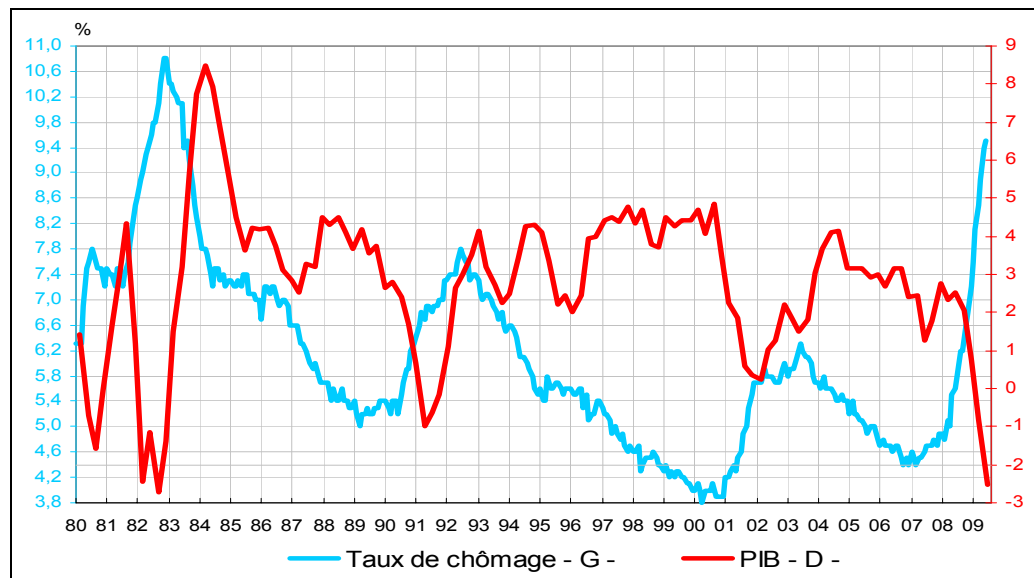


## Emploi américain/BCE : tous unis pour une baisse des marchés.



Encore une journée difficile pour les marchés : tant la BCE que l'emploi américain ont favorisé un net mouvement de prises de bénéfices.

En effet, après quatre mois de réconfort et de réduction des destructions d'emplois, ces dernières sont reparties en forte hausse en juin, passant de 322 000 en mai à 467 000 en juin. Si les niveaux de 741 000 de janvier dernier restent lointains, cette dégradation montre cependant que les entreprises américaines n'ont pas fini leur mouvement de *cost cutting*.

Cela fait donc exactement deux ans que le marché du travail américain n'a pas enregistré de créations mensuelles nettes d'emplois, soit un total de 5,953 destructions d'emplois, soit environ 40 % de plus que ce qu'aurait dû susciter la baisse du PIB américain. L'ajustement est donc particulièrement excessif et appelle une correction favorable.

En outre, nous savons bien qu'il existe un décalage de l'ordre de six mois entre le rebond de l'activité et la véritable amélioration du marché du travail. Dans la mesure où la première commence tout juste à se mettre en place, il est logique que la seconde ne soit pas encore présente.

Enfin, toujours sur ces chiffres décevants de l'emploi de juin, il faut aussi noter que le taux de chômage n'a augmenté que de 0,1 point à 9,5 %, indiquant que la progression de ce dernier marque désormais le pas.

Pour autant, cette semaine ne se résume seulement à des mauvaises nouvelles. Ainsi, l'enquête ISM des directeurs d'achat dans l'industrie manufacturière a poursuivi son amélioration. L'indice ISM composite est passé de 42,8 à 44,8, un plus haut depuis août 2008.

En outre, l'indice emploi a également continué de sortir de l'ornière, atteignant un niveau de 40,7, contre 26,1 en février dernier. L'heure de l'amélioration a donc indéniablement sonné, mais celle-ci reste lente.

Du côté de la BCE, même constat : déception mais cela aurait pu être pire. En effet, la Banque de Suède a eu beau laissé entrevoir une lueur d'espoir en abaissant son taux de base de 0,25 point à 0,25 %. Mais non, la BCE reste inflexible. Peu importe que la zone euro soit en déflation, que son PIB ait baissé de 4,6 % sur un an et que son taux de chômage atteigne un sommet à 9,5 %, le taux refi de la BCE restera le taux directeur le plus élevé du monde développé, à savoir 1 %, contre 0,5 % au Royaume-Uni et en Suisse, 0,25 % au Canada et en Suède ou encore entre 0 et 0,25 % aux Etats-Unis, sans parler des 0,1 % du Japon.

Certes, cela aurait pu être pire. N'oublions effectivement pas qu'il y a un an, presque jour pour jour, la BCE augmentait son taux refi à 4,25 % alors que la zone euro était déjà en récession. Il faudrait donc presque se réjouir du fait que la BCE n'a pas annoncé de prochain resserrement monétaire...

Au-delà du niveau excessif des taux directeurs comparativement à leurs homologues du monde développé, ce statu quo de la BCE alimente encore et toujours la vigueur excessive de l'euro, qui freinera inévitablement la reprise et qui joue déjà très nettement à la baisse sur l'activité et à la hausse sur le chômage qui a d'ailleurs atteint 9,5 %, le même niveau qu'aux Etats-Unis...

Marc Touati